



CERCLE CONDORCET DE PARIS

Lettre 53-54

octobre 2022

Ouvrons les débats

Les migrations, enjeux et faillites des politiques
Catherine Withol de Wenden

La France sous nos yeux
Jérôme Fourquet

Repenser la sécurité internationale : des états nations aux puissances mondialisées
Bertrand Badie

Le monde qui vient : Entre crises et guerres, que peuvent encore les démocraties ?
Un Remue Méninges du Cercle

Opinion
Questionnement
Robert Bistolfi

L'imaginaire français et l'incarnation présidentielle des candidats
Stéphane Rozès

Les céréales dans la guerre Russe en Ukraine
Jean Jacques Hervé

Confiance, autorité, légitimité, institutions invisibles,
Pierre Rosanvallon

Editorial

Guerre ou paix ?

Plus jamais cela ? C'était le pari de l'après seconde guerre mondiale. La construction européenne devait être garante d'une paix européenne par la coopération économique et politique des pays européens. De six, puis douze, jusqu'à vingt-huit, avant le départ de la Grande Bretagne. La chute du mur de Berlin a signé la fin de « l'empire soviétique » et l'on a pu croire que la guerre serait bannie de notre continent, remplacée par le commerce et une culture commune fondée sur la démocratie. Les blocs de puissances antagonistes devaient disparaître pour aller vers une mondialisation, sinon heureuse au moins apaisée.

Il n'en est rien. La guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine bouscule nos certitudes. On peut la considérer comme une guerre de conquête, rallumant les vieux rêves nationalistes. Bertrand Badie est venu nous expliquer combien elle était anachronique et vouée à l'échec, la puissance se mesurant par l'implication forte dans des espaces mondialisés. On constate que son déploiement conduit aux remaniements des alliances, pour des intérêts économiques autant que politiques. Une sorte de tectonique des nations. Les matières essentielles (énergie, céréales, composants électroniques, armes, etc.), y jouent un rôle majeur.

Les menaces nucléaires viennent percuter la menace plus globale du réchauffement climatique et des crises environnementales. Nous en avons discuté lors de l'un de nos remue-méninges.

Nous avons également repris avec Catherine Withol de Wenden la question des migrations, sujet politique, par la gestion des peurs et des fantasmes identitaires, mais aussi faillite de la politique.

Jérôme Fourquet nous a décrit les changements de visages de la France, montrant un pays largement transformé par des pratiques économiques et sociales très différentes de celles connues il y a seulement cinquante ans.

Pour Stéphane Rozès, ces changements laissent entier l'imaginaire français lors de l'élection présidentielle, qu'essaient d'incarner les candidats : une figure qui marquerait une identité particulière des français et serait le médium nécessaire pour être élu. La démocratie est devenue l'objet de critiques fondamentales pour son impuissance supposée à traiter les grands enjeux. Des régimes autoritaires s'imposent. Un avenir et des combats douteux ?

Bernard Wolfer

Prolégomènes aux débats en cours...

L'année 2022 sera sans doute reconnue comme *annus horribilis*. Les désordres climatiques répandus sur toute la surface de la terre, entre sécheresses, canicules, inondations annoncent un avenir difficile pour les humains et les êtres vivants. Les crises sanitaires récentes laissent penser qu'elles ne seront pas les dernières. Enfin la guerre provoquée par la Russie contre l'Ukraine marque le retour des conflits armés en Europe avec le risque, et la crainte, d'un conflit mondial. La mondialisation des échanges, et donc des économies, est mise en cause. La marchandisation du monde, sous toutes ses formes, apparaît comme l'origine de ce monde malade, de ses excès de production et de consommations. Mais que faire ?

Tout arrêter ? Réduire ? Un maître mot est apparu : sobriété ! Une façon de ramener la question posée à une question de tempérance. Fera-t-on la guerre aussi avec gentillesse ? Pour ne pas trop détruire ?

Donner un nom aux choses, aux faits, aux êtres est sans doute nécessaire. Mais encore faut-il s'assurer de porter des diagnostics pertinents et d'arriver à les partager. Vaste chantier à peine entamé semble-t-il.

Pour ce qui est du changement climatique, une majorité semble reconnaître la responsabilité des sociétés humaines, et notamment des plus développées. Mais de là à penser qu'il faudrait changer non seulement les façons de produire, mais aussi de modifier profondément nos besoins de consommation, il existe un pas énorme : des modes d'existence sont en jeu. De même, la question démographique reste à l'écart : les pays riches décroissent, les pays pauvres croissent. Les migrations ne sont pas voulues, pourtant elles seraient nécessaires ! Encore faudrait-il penser le possible métissage des cultures, et pas seulement des marchandises.

La guerre en cours montre que la fabrication de l'ennemi reste, pour certains, la meilleure façon de se rassurer sur leur identité et la supériorité de leur histoire : Les non russes ne peuvent être que des nazis, au nom de l'histoire soviétique. Éliminer un ennemi qualifié peut donc être une solution. Malheureusement, l'histoire montre que cela ne règle au-

cun problème, tout au plus en crée-t-il d'autres, pas moindres.

Il est des tentations mortifères. Ainsi, les sanctions contre la Russie sont sans doute justifiées. Mais faut-il aller jusqu'à considérer l'ensemble des russes comme parties prenantes de la guerre et leur culture comme entachée d'une faute originelle ? La confusion souvent entretenue est négationniste au sens historique. Comme de dire que les ukrainiens sont russes par essence. Fabrication d'un homme vrai contre un homme faux : cela ne sert qu'à la guerre. Mitterrand eu dans ses derniers jours une phrase forte : le nationalisme, c'est la guerre. Non pas les nations, mais le nationalisme, rappelant avec humour que le Danemark était le seul pays que la France n'avait jamais attaqué, et se demandant pourquoi !

Nettoyons devant notre porte « occidentale ». Après 1989 Les États-Unis prirent la chute de l'URSS comme une victoire contre le communisme, leur victoire. Mais au lieu d'offrir des coopérations, ils ont maintenu une grande distance, et peut-être un certain mépris, ne cherchant qu'à mettre encore plus à terre l'économie Russe. Celle-ci s'est ainsi développée sur l'extraction de matières premières, devenant grande exportatrice en énergies, métaux et produits agricoles. L'Europe n'a pas su de son côté développer des relations d'un nouveau type, s'abritant sous une certaine hégémonie américaine, la protection de l'OTAN étant maintenue comme arme de dissuasion.

L'Europe n'a pas voulu se distinguer par une politique autonome. La Russie est devenue un marché comme les autres pour nos entreprises, dont certaines installées sur place, l'Europe a elle aussi maintenu la Russie éloignée de ses politiques, intégrant en son sein les anciennes dépendances de l'URSS comme autant de protections contre la Russie. De ce point de vue, l'isolement de celle-ci ne pouvait que renforcer ses ambitions nationalistes en même temps qu'un certain ressentiment de « vaincu de l'histoire ».

Nous avons cru que le marché et des liens économiques réciproques suffiraient à apporter la paix. Nous sommes volontairement devenus dépendants de produits stratégiques, gaz, pétrole et certains produits agricoles, sans considérer la Russie autrement que comme un ensemble de ressources.

De l'attaque de la Géorgie, à celle de l'Ukraine, en 2014 puis à son invasion cette année, nous savions pourtant que la Russie a une stratégie de conquêtes, à la fois pour reprendre des territoires de l'ex URSS et retrouver une puissance perdue. La guerre en cours est aussi une guerre contre l'Europe. Nos dépendances en énergie révèlent nos faiblesses. Même si la Russie est-elle même en situation de faiblesse, sa position d'exportatrice de matières premières lui donne des armes particulières ajoutées à ses menaces nucléaires. D'une certaine façon, nous avons contribué à fabriquer sa faiblesse et par contre coup, la nôtre.

L'issue de ces combats est incertaine. Revenir à la paix exigerait des engagements de développement économiques et politiques. Mais la guerre de la Russie de Poutine est aussi une guerre contre la démocratie pluraliste, par tous les moyens. Les alliances et les abstentions implicites des autocraties et dictatures dans cette guerre de la Russie contre l'Ukraine n'augurent rien de simple.

De nouveaux espaces politiques se constituent autour d'alliances nouvelles. Des conflits nouveaux apparaissent, que ce soit sur fond de conflits religieux ou territoriaux pour lesquels les Nations Unies se sont révélées impuissantes. L'avenir paraît plus que jamais incertain ou difficile à construire en commun, les intérêts nationaux ou régionaux l'emportant sur les intérêts communs.

Les problèmes que nous avons à affronter par ailleurs sont globaux. Ils exigeraient des confrontations, des solutions multiples, mais sous des formes coopératives et non conflictuelles. Saurons nous y parvenir ? Les guerres seront elles les seuls moyens ?

Au Cercle Condorcet de Paris, nous essaierons de contribuer aux réflexions nécessaires, avec l'idée que des progrès humains sont toujours possibles. Parmi les moyens pour y parvenir, la poursuite des recherches scientifiques, de l'enseignement et de la transmission des savoirs, la promotion de valeurs humanistes et citoyennes nous semblent déterminantes. Et ceci concerne aussi bien la France que l'Europe en général, dans laquelle, utopie aujourd'hui impensable, la Russie devrait bien nous rejoindre. Avant qu'il ne soit trop tard.

Bernard Wolfer

À lire aujourd'hui.

Pourquoi je n'aime pas Poutine

Qui a donné à la société russe sa forme actuelle ?

Le sculpteur en chef de la Fédération de Russie, en ce début de XXe siècle, est sans conteste Vladimir Poutine. Pour ma part, je ne l'aime pas justement à cause de cette Russie qu'il a sculptée.

Qu'on me comprenne bien : je voudrais dire pourquoi moi, citoyenne ordinaire, contribuable et journaliste, je n'aime pas le président de mon pays, alors qu'il a été élu en 2000 par la majorité écrasante de mes concitoyens et jouit, encore à ce jour, d'une cote de popularité très élevée. Je n'ai pas de griefs personnels contre lui et je ne le connais pas directement. Pour moi, Poutine est une fonction, et non une personne. J'ai des exigences toutes simples quant à cette fonction : le président doit œuvrer à ce que son pays devienne meilleur et plus prospère. Mais il ne s'est rien produit de tel chez nous. La Russie de Poutine est encore plus souillée moralement que celle d'Eltsine, elle ressemble à une décharge couverte de ronces et jonchée de débris.

Il y a beaucoup de raisons à cela, mais la principale se trouve être la seconde guerre tchéchène dans laquelle toute la société s'est enlisée, Poutine y compris. Depuis les élections de 2000 jusqu'à ce jour, la guerre reste sa grande cause. Poutine et, avec lui, son peuple ont donné leur bénédiction en Russie à ce qu'aucun pays ne peut approuver, à l'exception de ceux qui ont un penchant pour le totalitarisme. À savoir une corruption basée sur le sang ; des milliers de victimes qui ne provoquent ni étonnement ni protestation ; une armée rongée par l'anarchie militaire ; un esprit chauvin au sein de l'appareil gouvernemental, qui se fait passer pour du patriotisme ; une rhétorique effrénée de l'État fort ; un racisme antitchéchène, officiel et populaire, avec des métastases qui s'étendent à d'autres peuples de la Russie...

Je n'aime pas Poutine, parce que, pour s'asseoir sur le trône et régner en maître (et avoir toujours de bons sondages), il a encouragé la gangrène morale de la Russie. »

Anna Politovskaïa

Tchéchénie, le déshonneur russe, Gallimard 2003

Un nouveau site du Cercle Condorcet de Paris

Le nouveau site du Cercle Condorcet de Paris est maintenant ouvert à tous !

L'adresse n'a pas changé <https://cercle-condorcet-de-paris.org>

[Vous pouvez le consulter sur ordinateur, tablette ou smartphone.](#)



Plus clair et convivial, il vous permet de retrouver toutes les publications classées par thème, les lettres du Cercle, les conférences passées et à venir et de télécharger les documents.

En cliquant sur le bandeau à droite, vous pouvez vous inscrire aux « prochains événements » ou demander à recevoir la « Lettre du Cercle » par mail.

Quiconque le souhaite peut poser sa candidature au statut de membre directement via le bouton « Nous rejoindre » ou simplement faire un don.

Les membres du Cercle ont un compte accessible par adresse mail et mot de passe qui leur donne accès à un espace membre dédié. Ils pourront y consulter leurs réservations ainsi que les documents internes de l'association, comptes rendus des instances et travaux des groupes de travail internes. Ils pourront désormais payer leur cotisation directement en ligne.

Enfin le site donne accès en cliquant sur les logos (en bas à droite) à un compte YouTube permettant de visionner les vidéos et à un groupe Facebook que vous pouvez rejoindre et qui nous permettra d'échanger sur les sujets d'actualités.

Les migrations, enjeux et faillites des politiques

Catherine Withol de Wenden
Le 6 Juin 2021

Les débats sur les migrations sont aujourd'hui en première ligne, un peu partout. Le pacte de Marrakech, qui tente de régir et d'organiser les migrations entre états vient d'être renouvelé, au printemps 2021. Un pacte Européen est en discussion. Les Etats-unis sont divisés sur les migrations venant de leur Sud, le Mexique, mais aussi de l'Amérique Centrale et du Sud.

C'est un sujet international et il le restera, car ces migrations sont accrues par les situations de crises que connaît le monde : guerres, catastrophes naturelles, changements climatiques. Mais pas seulement : nombre de migrations sont l'effet des libertés de circuler et de s'installer existant entre de nombreux pays, notamment en Europe. Ainsi les deux tiers des migrants en Europe sont européens. Ces migrations « internes » sont également importantes en Afrique ou en Asie. Près de 84 millions de migrants sont estimés en Asie, sans compter les migrations intérieures aux pays eux-mêmes, souvent plus larges encore.

Cinquante millions de chinois constituent une diaspora mondiale.

272 millions d'humains sont migrants actuellement, dans le monde. En Europe, sur les 90 millions de migrants, les deux-tiers sont d'origine européenne. Les disparités de revenus ou d'offres d'emplois peuvent en être la cause. Ce sont parfois simplement les libertés acquises qui favorisent ces mouvements. Ainsi la liberté de circulation en Europe.

1- L'effet des crises

Depuis 1980, six millions d'afghans ont quitté leur pays, et le mouvement va se poursuivre. Depuis 1990, 4 millions d'irakiens sont partis. Depuis 2011, plus de 5 millions de syriens ont quitté la Syrie, mais 7 millions de syriens ont migré par la force des événements à l'intérieur de leur propre pays. Dans cette même région, on estime à 6 millions les palestiniens hors de l'espace Israel-Palestine. Ces migrations se font d'abord à proximité du pays d'origine : 1,5 millions de syriens sont arrivés au Liban, ce qui est beaucoup pour un aussi petit pays. Autant que ce que l'Europe toute entière a reçu de ce pays en guerre.

Ces migrations sont contraintes par les situations et donnent lieu, souvent, à l'ouverture de droits d'asile. Pour autant nombre de ces migrants ne l'envisagent que comme temporaires, espérant un retour. Ce souhait de retour est vrai pour la majorité des exilés contraints. Ceci explique en partie, pourquoi nombreux sont les migrants qui s'installent non loin de leurs pays d'origine (Liban, Turquie, etc.).

2- La migration, droit et non droit

Il est possible de sortir de nombreux pays aujourd'hui, ce qui ne fut pas toujours le cas (pour exemples la Corée du Nord aujourd'hui, les pays de l'Est autrefois). Mais cela ne suffit pas. Quand il faut aller ailleurs, le passeport du pays d'origine est un élément essentiel, ouvrant ou non le droit à un visa d'entrée. Un passeport somalien ou soudanais vaut beaucoup moins que les autres. Ainsi certains migrants circulent sans passeport ni titre d'identité, espérant ainsi ne pas être refoulé avec un « mauvais » passeport.

3- les imaginaires migratoires

Il y a des imaginaires migratoires qui laissent penser que la misère pousse les migrations et les migrants et, que de ce point de vue, elles se ressemblent. Or elles sont différentes selon

les lieux d'origine, et les lieux d'arrivée. Les âges des migrants en témoignent déjà : plutôt 19 ans venant du Sud, 25 ans du Maghreb, 40 ans d'Europe. Ce ne sont pas toujours les plus pauvres et nombre de migrants ont fait quelques études... Les pays du golfe sont de grands pays d'immigration : le travail y attire des migrants d'Asie, d'Europe, du Maghreb...

Ces migrations ont un effet économique très important : plus de 500 milliards de dollars sont envoyés dans leurs pays par les migrants, souvent plus que l'aide officielle reçue par leurs pays, et contribuent parfois au développement, ou au maintien de populations sur les lieux d'origine des migrants.

Et comment imaginer, dans un monde où tout circule, que seuls les hommes et les femmes ne le pourraient pas, ne le devraient pas?

4- Des politiques d'accueil puis de refoulement

En Europe, on a d'abord accueilli assez ouvertement, après 1960, avec le principe d'une libre circulation. Plus encore, des migrations économiques ont été encouragées jusqu'aux années 70. Tous les six ans, un pacte de migrations définissait les termes de l'accueil. Peu à peu, la migration intérieure à l'Europe a été favorisée (espace Schengen, 1985) et a précisé les conditions d'accueil, jusqu'à les durcir, pour les personnes extérieures à l'Europe, y compris pour l'asile avec les accords de Dublin (1990). La chute du mur de Berlin a accru les migrations internes, et les conflits, crises, au Maghreb, au Proche Orient ont accru la pression migratoire extérieure pour des raisons non plus seulement économiques, mais sociales ou politiques. La confusion s'est installée dans une période de crises économiques et sociales en Europe et dans le monde. La concurrence pour le travail est apparue comme imputable aux migrations, générant des réactions multiples : populismes, politiques d'expulsion ou de limitation des migrants, laissant à chaque pays la charge de garder ceux qui sont rentrés pour la première fois chez eux.

Un mécanisme un peu pervers qui annihile les solidarités européennes, pourtant inscrites dans le traité de Lisbonne (2007). Les modifications nécessaires du traité de Dublin, qui a

montré ses graves limites et lacunes, est empêché par la règle de l'unanimité.

Cette politique est devenue essentiellement sécuritaire, affichée pour l'opinion et pourtant assez peu efficace. Les « arrivées » sont théâtralisées, en bien ou en mal, selon les circonstances. En bien lorsque l'Allemagne de Merkel accueille 1 millions de réfugiés venant du Moyen Orient en guerre, en mal quand d'autres les refoulent (Hongrie, Tchéquie) ou quand ces réfugiés viennent du Sud de la Méditerranée, se noient, sont refoulés ou mis en camps.

Les pays se rejettent les responsabilités de l'accueil. Et l'UE paie pour que les pays d'accueil retiennent les migrants. C'est le cas pour la Turquie, à la lisière de l'Europe. Le système Frontex¹ est enlisé dans une certaine inefficacité et suscite de nombreuses critiques pour l'inhumanité de ses actions, notamment de renvois vers la Lybie. La Grèce, pays d'arrivée et de passage, se révèle peu à même de gérer les asiles et tend aussi à refouler, ou à mettre en camps. Les migrants deviennent un enjeu des politiques nationales.

5- La difficile intégration

La seule politique commune, avec Dublin, est celle de l'asile. Mais son application reste nationale, et se heurte aux modes d'intégration, très différents selon les pays. Les politiques nationales sont de plus en plus soumises aux réactions des opinions publiques qui s'opposent à l'accueil de migrants. Chômagés, concurrences pour l'emploi conduisent à ces rejets, pourtant souvent peu fondés. A cela se rajoute dans de nombreux pays la recherche d'une « autochtonie », d'identités nationales légitimant le rejet des migrants. Les extrêmes droites sont à l'oeuvre dans la construction de ces rejets, mais ces idées se répandent dans d'autres partis et deviennent parfois un « prêt à penser » commode.

Certains pays envisagent même de supprimer le droit d'asile, comme le Danemark, ce qui serait une régression du droit en Europe. Pourtant, il serait possible et sans doute nécessaire de construire une politique européenne des migrations, et pas seulement de l'asile. Pour cela, d'abord abandonner la règle de l'unanimité pour décider des traités. En-

¹ Système de coopération des polices européennes pour surveiller les frontières. Créé en 2004.

suite développer réellement la solidarité², entre pays, dans l'accueil des réfugiés et même de certains migrants économiques. On pourrait sans doute mieux définir les migrations économiques par la mise en avant de besoins d'emplois non fournis. Ceci permettrait en particulier de réduire les pratiques de passeurs, et les trafics humains de travailleurs clandestins.

Car il est illusoire de fermer les frontières.

L'Atlas des migrations publiés chez Autrement (6ème édition 2021) rend compte des multiples facettes des migrations dans le monde et de leurs évolutions récentes. Il permet de comprendre l'inutilité des fermetures de frontières et l'intérêt au contraire des mouvements de population, en particulier de travailleurs, pour de nombreux pays, en perte de populations et de mains d'oeuvre. Il serait temps de ne plus les considérer comme des étrangers, voire des ennemis, mais comme des êtres humains dignes.

On pourra lire également le dossier du Numéro 84 de l'Economie Politique : *Les migrations au delà des fantasmes*. d'octobre 2019 (éditions Alternatives Economiques)

Cette intervention a eu lieu en juin 2021. Il va de soi que la récente agression de l'Ukraine par la Russie a actualisé au coeur de l'Europe la question des exils. Plusieurs millions de déplacés, d'exilés, cette fois pris en charge par les européens. Pendant ce temps, les migrants continuent de se noyer ou d'être refoulés, aux marges de l'Europe, et le Royaume Uni envisage de les envoyer au Rwanda. Le Danemark y songe.

La question migratoire pourra-t-elle être posée de façon plus ouverte ?

Synthèse Bernard Wolfer

Lettre du Cercle Condorcet de Paris, 3 rue Juliette Récamier, 75343 Paris Cedex 07 lettre@cercle-condorcet-de-paris.org Sites: http://cercle-condorcet-de-paris.org . Responsable de la publication : Bernard Wolfer. Impression Dejalink

La France sous nos yeux

Jérôme Fourquet

Le 11 janvier 2022 nous avons accueilli pour la seconde fois Jérôme Fourquet³ pour nous parler cette fois-ci de son dernier ouvrage co-écrit avec Jean-Laurent Cassely : « La France sous nos yeux » - Economie, paysages et nouveaux modes de vie⁴

Ouvrage comportant beaucoup de statistiques, de cartes et d'éléments monographiques provenant d'enquêtes diverses, des repères bibliographiques et littéraires montrant ce que représentent la France et les français aujourd'hui.

Nous avons vécu et vivons une multitude de changements depuis au moins quarante ans, changements qui semblent ne pas plaire à tout le monde, certains voulant revenir à une « France d'avant », alors que c'est manifestement une « France d'après » qui est en train de se construire, « une France qui vient ». Ceci a des conséquences sur beaucoup de choses et notamment sur les votes politiques à venir. Ce livre met en évidence le changement très important des modes de vie, de pensée et donc en conséquence, des opinions.

Jérôme Fourquet a structuré son intervention à partir des grandes thèses exposées dans l'ouvrage, l'objectif du livre étant double :

- d'une part raconter ce qui s'est passé depuis une quarantaine d'années en France, depuis les années quatre-vingt jusqu'à nos jours : la grande métamorphose, période d'intense transformation de la société française.
- d'autre part, dresser un constat le plus précis et exhaustif possible de l'état de la société actuelle sorti de la chrysalide à l'issue de la métamorphose appelé « la France d'après » dans laquelle nous vivons collectivement et qui diffère considérablement de celle connue au début des années 80.

² Dans les crises migratoires récentes, certains pays se sont retrouvés seuls à gérer les entrées, ou les passages, et ont parfois érigé des barrières strictes. D'autres refusent de laisser passer des migrants sur leur territoire. C'est le cas de la Hongrie (dont la population pourtant diminue...).

³ Essayiste - Politologue

⁴ SEUIL - 2021

Trois grandes mutations importantes

Liées au changement de modèle, elles ont eu des conséquences sur l'aménagement du territoire.

- **les grandes transformations économiques** très structurantes qui en ont défini ou conditionné beaucoup d'autres.
- **La transformation des paysages**, très révélatrice du phénomène qui façonne les états d'esprit, les imaginaires des citoyens et les modes de vie.
- **la consommation** : terrain d'analyse éclairant. Ce rapport à la consommation fait apparaître une série d'évolutions visibles et palpables. Nous sommes passés d'une société organisée jusqu'au début des années 80 autour de la production (industrie, agriculture, pêche), à une économie qui tourne essentiellement autour de la **consommation**, du **tourisme** et du **logement**. Les conséquences sont impressionnantes et structurantes.

Le moment de ce grand basculement, c'est la fermeture de l'usine Renault Billancourt en mars 1990. Dix jours plus tard le 12 avril, c'était l'inauguration de Disneyland Paris, premier employeur de France : 15 000 à 16 000 salariés, première destination touristique française et européenne. Pas seulement locomotive économique, mais aussi lieu producteur d'imaginaires, de références. Passage d'un monde à un autre.

Le « pèlerinage » chez Disney fait partie aujourd'hui d'un référentiel commun pour les trois quarts d'une génération. Soixante-quinze pour cent des 18/35 ans, qui ont grandi dans cette « France d'après » se sont rendus au moins une fois à Disneyland.

La désindustrialisation ne s'est pas arrêtée à la fin des années 70, nous n'avons pas conscience de ce qui s'est déroulé sous nos yeux, prisonniers que nous sommes d'images rétinienne telles que celle-ci : « *tout ça c'est la fin des années 70 avec la fermeture des mines de charbon et du textile dans les Nord, la sidérurgie en Lorraine, la construction navale sur nos côtes... et depuis on a tourné la page* ».

Sauf que le phénomène, a continué de manière ininterrompue depuis. Pour reprendre

une métaphore du monde métallurgique, on peut parler de « coulée en continu ».

Sur la période de 2008 à nos jours : 940 sites de plus de 40 salariés ont été fermés en France, touchant toutes les régions. L'industrie qui faisait un quart du PIB national en 1980, est aujourd'hui autour de dix à douze pour cent.

Ne serait-ce pas le cas de tous les grands pays occidentaux ? Non, pas à ce point. Les Allemands gardent une base industrielle incomparablement plus développée que la nôtre ainsi que l'Espagne, l'Italie, voire la Grande-Bretagne. Chez nous, la désindustrialisation s'est produite d'une manière plus violente qu'ailleurs.

Cette économie de la production s'est effondrée mais d'autres pans se sont délités dans le même temps, notamment tout le secteur primaire : les dernières mines ont fermé en 1990/2000 ; la flotte de plaisance s'est substituée à celle des bateaux de pêche. Le dernier Terre-Neuvas a quitté Fécamp en 1989.

Autre secteur : le secteur agricole. L'exode s'accélère dans les années 60/70 et jusqu'en 1980. A la fin des années 90, il reste encore un million d'exploitations agricoles en France, on est tombé à 380 000 aujourd'hui. En 25 ans, les effectifs ont fondu des deux tiers. C'est un des secteurs économiques qui a connu un laminage des plus violents.

Traduction dramatique : le nombre très élevé de suicides d'agriculteurs, environ 500 par an⁵. Aujourd'hui il n'y a plus aucune commune rurale française où les agriculteurs soient majoritaires.

D'autres secteurs ont pris le relais

Toute cette économie de la production s'est effondrée, relayée par celle de **la grande distribution** et celle de **la logistique**. Ces secteurs ont reconfiguré la France comme une gigantesque zone de chalandise.

En 1981, un acteur comme **Intermarché** avait 310 magasins, aujourd'hui ils sont 1832, soit l'ouverture de deux magasins par semaine pendant 10 ans (un Intermarché tous les 17km).

⁵ Ce n'est pas un phénomène nouveau. Le suicide en milieu rural est, de longue date, l'un des plus élevés. Mais il est devenu plus visible.

La France est complètement maillée et cette bascule économique a fait surgir une multitude de zones commerciales en entrée et sorties de la moindre petite ville. Révolution des paysages, mais aussi des façons de vivre et de consommer.

Dans une économie de la consommation, le consommateur est devenu la matière première

Pour desservir ces clients et ces zones commerciales, un autre secteur s'est considérablement développé : c'est le secteur de **la logistique** avec, depuis ces dernières années, le développement du **e-commerce** accentué avec la crise du COVID : « La France Amazon » : 4500 plateformes logistiques ou entrepôts de plus de 500 m². Les implantations se font en fonction de la densité de la population et des axes majeurs de la circulation (routes et autoroutes). Aujourd'hui, 400 000 chauffeurs routiers en France desservent cette économie.

Le tourisme et les loisirs.

Autre forme d'économie venue s'ajouter aux précédentes. L'implantation d'opérateurs « Low cost » dans de nombreuses villes moyennes a contribué à reconfigurer la carte de France, mettant à disposition des habitants de ces villes des formules permettant de partir pour pas cher à l'étranger. Déversant également dans ces villes de nombreux touristes étrangers développant ainsi l'économie du Tourisme, de l'Hôtellerie, de la Restauration mais aussi de l'Immobilier.

Dans le Loir et Cher, le parc animalier de Beauval surpasse en attractivité Chambord, ex grand lieu touristique. Il est le premier employeur privé du département depuis que l'usine Matra a fermé ses portes. C'est l'acteur principal du secteur économique de ce département et le symbole du poids qu'a pris l'économie du tourisme et des loisirs.

A partir des années 90 ces grandes zones commerciales créées partout aux portes de nos villes autour de la grande distribution sont

devenues également **des zones récréatives et culturelles** avec un autre acteur : le multiplex. On y va manger une pizza, faire un bowling après... Aujourd'hui 230 multiplex en France dans les périphéries des grandes villes.

Désormais, le cœur battant économique, social, ce sont ces zones commerciales de périphérie. Ce n'est pas pour rien que le mouvement social de ces dernières années, les Gilets jaunes a eu comme cadre de développement principal, les parkings et les rond-points de ces zones commerciales. Ce sont les lieux où beaucoup de personnes travaillent, se divertissent, font leurs courses, consomment. Ces zones drainent 70% du commerce français (30% en Allemagne).

Le gouvernement a lancé en décembre 2017 l'opération « cœur de ville » pour redynamiser de nombreuses villes moyennes (222), complètement dévitalisées⁶ avec la montée en puissance de ces zones périphériques.

« La démoymennisation »⁷.

Autre phénomène important : Henri Mendras⁸ avait décrit la société par une formule restée célèbre sous la forme d'une toupie avec un sommet très effilé, les élites, et une base évasée, les milieux les plus modestes, et le gros ventre rebondi de la toupie, le cœur de la société dans lequel deux constellations étaient logées : une centrale : l'univers des classes moyennes, puis une constellation populaire qui s'était progressivement arrimée à la constellation centrale durant les trente glorieuses.

En se livrant à une rétrospective de ces trente dernières années, on a le sentiment d'être entrés dans un nouveau cycle – inverse : un cycle de « démoymennisation ». Ce qui ne signifie pas que la classe moyenne a disparu, elle est toujours présente et vivante en France : fonctionnaires nombreux, service public puissant, système de protection sociale développé... mais cette classe moyenne est soumise à de très fortes tensions et à des forces cen-

⁶ Notons que c'est une politique « pansement » de l'absence, depuis de longues années, de politiques de la ville, de maîtrise de l'urbanisation, enfin de politiques du logement.

⁷ Terme inspiré du sociologue Henri Mendras (livre en 1988 : La seconde Révolution française) où il relate les transformations de la société dans les années 60/70 et début 80 et introduit cette terminologie : « la moyennisation de la société française »

⁸ Henri Mendras – sociologue – 1927/2003

trifuges. Démoyennisation par le haut, par le bas et même par le côté.

Pour approcher ces réalités on peut observer les modes de vie et de consommation des français.

Premier phénomène de démoyennisation par le haut qui peut se résumer autour de la formule marketing de la « premiumisation »⁹.

Ex : l'univers des vacances, le camping. 30% des emplacements sont dorénavant dédiés aux Mobilhomes. Exigence de confort supérieur du consommateur : piscine etc... mais les tarifs ne sont plus les mêmes et les milieux plus modestes on du mal à y accéder.

Autre exemple : les stations de sport d'hiver dont beaucoup sont montées en gamme. Segmentation des marchés de la montagne (le réchauffement climatique y a contribué), avec les stations les plus élevées où l'enneigement est garanti et qui se sont spécialisées dans la clientèle haut de gamme française et étrangère. Les stations de moyenne montagne avec un enneigement plus aléatoire se sont spécialisées dans un tourisme vert avec des prix plus abordables.

La démoyennisation par le bas

Phénomène plus massif encore, qui touche davantage de personnes, c'est le désarrimage de toute une partie de la classe moyenne, de la classe populaire qui est en train de quitter le ventre de la toupie de Mendras. Pour l'illustrer on peut s'intéresser aux stratégies mises en place par certains acteurs économiques : l'instauration d'un marché secondaire se spécialisant sur des produits proposés à des publics qui ne sont plus en capacité d'acheter des produits « mainstream » devenus trop chers.

C'est tout à fait évident dans le secteur alimentaire avec le développement du « hard-discount ». Le premier magasin ouvert en France est un magasin ALDI (en Moselle) en 1988. Le hard-discount s'est considérablement développé dans d'autres secteurs.

Autre illustration de la mise en place d'un marché secondaire : l'automobile avec l'apparition de la marque DACIA, entreprise Roumaine rachetée par la Régie Renault qui a créé une voiture robuste, lowcost, pour servir de produit d'appel et conquérir les marchés émergents : la LOGAN (7500€), spartiate et

avec peu d'options dans un premier temps (fabriquée en Roumanie). En 2005, il est décidé de la tester en France où elle rencontre un succès phénoménal. Un million de véhicules vendus par DACIA en France depuis 2005. C'est aujourd'hui la troisième marque la plus vendue sur le marché des particuliers en France, concurrençant le marché de l'occasion.

Dans la toupie de Mandras un acteur comme la Régie Renault a joué un rôle majeur dans l'arrimage à la classe moyenne de toute une partie du monde ouvrier. Elle a progressivement délocalisé la production de la marque LOGAN pour permettre aux ouvriers qui ne travaillaient plus dans ses usines d'acheter des voitures neuves à des coûts abordables. DACIA a fêté son quinzième anniversaire en 2020. Le slogan était : « *ça fait 15 ans que nous rendons le plaisir du neuf accessible* ». Pareil pour LIDL, pareil pour ALDI.

C'est le premier symptôme palpable de la démoyennisation par le bas, c'est le développement de ce marché secondaire : des offres calibrées pour ce public là.

Une économie de la débrouille

Agents économiques et consommateurs développent ce qui peut s'appeler « une économie de la débrouille ». Quand on a un budget sous contrainte, on essaie de l'optimiser : recours au « black », au crédit à la consommation (revolving). Succès stupéfiant d'une plateforme comme « Le Bon Coin ».

C'est aussi le développement très fort du statut d'auto-entrepreneur depuis 20 ans. Objet de congratulation des gouvernements successifs y voyant là la manifestation du « génie entrepreneurial » des français. Statut assez souple qui a permis à certains de réaliser leur rêve, mais avec un revenu moyen à peine égal au SMIC. Pour beaucoup de gens c'est un revenu d'appoint pour compléter la retraite, ou un temps partiel ou se créer son job quand on n'en a pas trouvé.

La Française des Jeux (30 000 points de vente en France) fait partie de cette nouvelle société : espoir de gain, de pouvoir arrondir les fins de mois. La FDJ affichait un CA de 6,5 milliards en 2000, il est actuellement à 17 milliards (X3).

Pour prendre une image de ce qui s'est passé, on pourrait comparer la société française

⁹ Montée en gamme de produits pour répondre à une clientèle assez sélective.

au peloton du tour de France à qui on ferait courir, année après année les étapes, avec une règle un peu particulière qui consisterait à dire : « *on va augmenter la vitesse moyenne du tour de 1 ou 2km/h par an* ». Au début, on ne voit pas vraiment de différence, mais au bout de dix ou quinze ans, on voit un peloton scindé en deux, avec une première partie qui s'accroche et tient la cadence et la deuxième partie qui se fait distancer alors qu'ils pédalent – même un peu plus vite que quelques années auparavant - et qui inexorablement voit le reste s'éloigner et en éprouve un sentiment profond de frustration, de colère et d'injustice qui est sans doute le terreau psychologique qui a présidé à la crise des Gilets Jaunes. Une France qui « bosse », mais qui n'arrive plus à cocher toutes les cases permettant d'accéder au « *way of life* » standard.

Susciter de nouveaux désirs et de nouveaux besoins

Comme on a une société qui tourne essentiellement autour de la consommation, pour que le moteur tourne il est vital de susciter de nouveaux désirs et de nouveaux besoins, et renouveler les métiers. Sauf que toute une partie des nouveaux jobs créés : l'aide à la personne, la logistique, le commerce, la distribution, tous ces secteurs ne génèrent pas de gains de productivité et donc pas des progressions salariales. Pour autant le panier moyen de biens nécessaires ne cesse d'être alourdi et toute une partie de la population n'arrive plus à joindre les deux bouts, notamment à s'acheter des produits de marques qui signent une appartenance à la classe moyenne.

« *Je fréquente telle enseigne, je peux m'acheter ça* ». Pour beaucoup de gens dans la société, la place est liée aux enseignes et aux marques que l'on peut s'offrir.

Pour cette économie de la débrouille il s'agit d'arbitrer sur toute une série de postes de dépense pour pouvoir se payer certains objets, certains services qui signent une appartenance. La société française ne croit plus tellement ni en Dieu, ni au grand soir¹⁰. Le bonheur, c'est « *ici et maintenant* » et « *c'est ce que je peux m'offrir et offrir à mes enfants* ». Si l'on ne peut avoir ça, se manifestent alors des sentiments d'injustice et de déclassement, parce qu'on travaille.

Pour autant, notre pays n'est pas en voie de paupérisation. Dans les reportages consacrés aux Gilets jaunes, les journalistes ont pu constater que l'intérieur de ces personnes était souvent doté de tout le confort moderne. Le taux actuel d'équipement des ménages est bien supérieur à celui des années 80 (électroménager, informatique, TV etc...), mais tout cela pèse fortement sur les budgets.

Toute une partie de la population dans le bas de la classe moyenne n'arrive plus à accrocher ce rythme du peloton qui augmente et les étincelles sont violentes.

Démoyennisation par le haut, par le bas mais aussi par le côté

Avec toute une partie de la société française qui a décidé de faire un pas de côté par rapport à la société de consommation. C'est la mouvance écologiste, notamment qui considère que l'on doit consommer moins et mieux, mettre de l'éthique dans tout ça avec des circuits courts, du « *made in France* ». Ce n'est seulement une distinction par le prix, mais par les valeurs qu'on met dedans. L'exemple des boulangeries est patent.

L'ouverture de la société française aux influences culturelles étrangères

Autre phénomène majeur assez manifeste. Sur ce point, les analystes se sont inspirés des couches géologiques. Archéologie des couches culturelles pour voir comment les couches se sont sédimentées au fil des époques. Il reste la strate la plus ancienne – pas en très bon état : la couche catholique, ensuite dans certains endroits subsiste une couche régionale et une grosse couche au-dessus, bien homogène qu'ils ont appelé « la couche Yankee », la couche américaine. Qui s'est considérablement épaissie au cours de ces quarante dernières années.

On n'a pas attendu les années 80 pour ça : coca-cola, chewing-gum étaient présents en 1945, mais tout cela s'est accentué dans ces dernières années. Disney, mais aussi l'univers du cinéma où les Westerns sont présents depuis longtemps, mais les films qui font plus d'un million d'entrées en France – depuis 1986 – sont majoritairement américains. Mais cela passe aussi par l'alimentation McDo's pour qui la France est le second marché au monde après les Etats Unis. En 1985 : une

¹⁰ Cf : **l'Archipel français** où l'auteur avait insisté sur l'effondrement de la matrice catholique, la dislocation du Parti Communiste.

centaine de McDo's, 1600 aujourd'hui. Mc Do's fait partie de la vie pour la génération des 15/25 ans. Le modèle américain est suffisamment puissant et sophistiqué pour avoir proposé des imaginaires adaptés à chacune des vies de « l'Archipel français ». Dans l'univers des rond points, on trouve souvent un Buffalo Grill et des clubs de Danse Country, dans celui des banlieues, c'est celui du Rap. Chacune de ces îles a incorporé à sa manière – parfois inconsciemment – ce rêve américain. Et ce, du haut en bas de la société.

Cette « couche Yankee » a été suivie de la « couche japonaise », très fortement représentée aujourd'hui, notamment dans les jeunes générations : arrivée des Sushis en France, développement des Mangas, un salon y a été consacré au Parc des Expositions de Villepinte : « le Japan-Expo » dédié à la civilisation et à la culture japonaise, à l'alimentation, l'habillement, l'architecture, les jeux vidéos. Ce salon est le troisième salon grand public le plus visité en France après le Salon de l'Agriculture et le Mondial de l'Auto.

A Angoulême s'est créée une école de dessinateurs de Mangas. Le Pass-culture alloué aux jeunes durant le confinement a essentiellement servi à l'achat de Mangas (« le pass Mangas »).

Troisième couche : la couche orientale, en lien avec l'émigration. Dans le domaine de l'alimentaire, ce sont les Kebabs, les Bars à Chicha. L'industrie agro-alimentaire ayant adapté sa chaîne pour proposer toute une gamme de produits Hallal.

Un des phénomènes le plus surprenant est de constater tantôt un processus de superposition de ces couches et tantôt une hybridation. Chacun va picorer dans ces différentes variantes et reconfigurer les choses. Un exemple assez parlant dans l'alimentation : le « French Tacos », plat d'inspiration mexicaine, mais qui a été revisité il y a une dizaine d'années dans les banlieues en version maghrébine. Comme on était en France, la sauce fromagère s'est ajoutée dessus. Contrairement au Kebab, il n'a jamais été franchisé. Il y a une enseigne qui s'appelle « Au Tacos » : 400 magasins en France qui reprend le code des McDo's et c'est un des plats préférés des jeunes générations et, ironie de l'histoire, « O'-Tacos » ouvre des magasins à l'étranger où le « French Tacos » est devenu un produit alimentaire emblématique de cette « France d'après » : exemple de cette hybridation, de cette transformation très profonde que la so-

ciété a connu au cours des dernières décennies.

Voici résumé à grands traits ce que contient ce livre et les grands axes de cette analyse de cette métamorphose française qui donne vie à cette « France d'après ».

C'est un peu le tour de France de deux quadras qui racontent l'histoire de leur génération. Nés dans les années 70, ils ont vu sous leurs yeux le pays se transformer, à l'instar de ce livre largement diffusé dans toutes les écoles de France à la fin du 19^{ème} siècle : « Le tour de France de deux enfants ».

Synthèse Françoise Le Berre

Repenser la sécurité internationale :

des Etats Nations aux puissances mondialisées

Bertrand Badie

16 juin 2022

Bertrand Badie a publié son dernier ouvrage de « *Les puissances mondialisées* » en septembre 2021 avant le conflit ukrainien.

Il souhaite nous montrer ici que son contenu garde néanmoins toute sa pertinence.

L'histoire ne se répète jamais. Les termes de 3^{ème} guerre mondiale, nouvelle guerre froide, de retour des nations, de retour des empires... répétés dans les médias ne sont pas du tout adaptés.

Il s'agit d'un phénomène nouveau de guerre mondialisée.

Poutine, comme beaucoup d'acteurs politiques, ne se croit pas sorti de l'ancien monde. Sa guerre peut être qualifiée de réactionnaire.

Les relations internationales ont toujours été conçues comme un rapport de puissance avec pour clé de voute la représentation de Thomas Hobbes d'Etats gladiateurs entre eux. Selon Hobbes, les individus acceptent d'abandonner une partie de leur liberté au roi pour qu'il garantisse leur sécurité. Mais pour les protéger le roi doit disposer d'une souve-

raineté totale. En cas de différends entre souverains, la guerre est la seule solution et l'équilibre des forces, la seule façon de l'éviter. Or depuis 1945, les puissants ne gagnent plus !

On peut citer beaucoup d'exemples : France/Indochine ; Grande Bretagne/Inde ; Etats-Unis/Vietnam, Somalie, Irak ; Israël/Palestine... Il faut noter d'ailleurs que les Etats vaincus et démilitarisés après la 2^{ème} guerre mondiale s'en sortent mieux que les autres (Allemagne, Japon).

La conception de Hobbes d'Etats gladiateurs a fonctionné jusqu'en 1989 puis s'est défaite sous l'effet de trois ruptures.

Tout d'abord, l'échec de la décolonisation qui a montré que le « faible » pouvait être plus fort que le « fort » car il s'appuie sur les forces de la société qui sont davantage capables de résilience et de résistance que les appareils d'Etat.

En second lieu, on peut constater une dépoliarisation du monde. Pendant la guerre froide on assistait à l'opposition de deux blocs, chacun porté par une idéologie forte et une dépendance économique.

Aujourd'hui la Russie de Poutine est quasiment seule et aucun conflit idéologique ne l'oppose à ses adversaires. Depuis 1989 cette perte du vis-à-vis a entraîné une réduction de la puissance des Etats avec un passage à un nouvel ordre non défini sinon comme « post-bipolaire ».

Enfin, la troisième rupture est la mondialisation qu'on a du mal à définir sinon par ses symptômes : inclusion généralisée, interdépendance et mobilité.

Jusqu'en 1989, le système international se limitait à l'Europe et les Etats nord-américains (qui sont en fait européens). Avec l'inclusion de nouveaux pays l'enjeu international principal est la réduction des fortes inégalités pour éviter une fracture. L'interdépendance des Etats implique qu'aucun n'est totalement souverain. De plus, la mobilité territoriale augmente l'instabilité.

Les ressources militaires ne sont donc plus un marqueur de puissance. La Russie, les Etats Unis et l'Europe (notamment la France) ont chuté en potentiel militaire et technologique, ce qui n'a que peu d'importance au regard des causes qui menacent la sécurité internationale.

En effet, parmi ces facteurs, la guerre engendre 30 000 à 100 000 morts par an, le terrorisme 40 000 à 100 000 (dont 90% dans les pays du sud comme la Lybie ou le Pakistan). Ces chiffres doivent être mis en perspective avec ceux induits par les autres causes : la famine 9 millions de morts par an, le changement climatique 8 millions selon l'OMS et l'insécurité sanitaire 20 millions.

Les guerres sont d'ailleurs souvent une conséquence du dérèglement climatique car la désertification, en diminuant les terres cultivables, entraîne une mobilité des populations à l'origine de conflits puisque les déracinés viennent menacer les ressources des régions dans lesquelles ils se réfugient. De même la sévérité de l'insécurité alimentaire est à l'origine de violence, aggravée dans les pays où l'Etat est absent, le régime financier délabré.

Le débat avec les participants a permis de préciser certains points.

La guerre déclenchée par Poutine le 24 février dernier

On assiste à trois guerres successives avec des objectifs différents. En croyant entrer et conquérir Kiev, comme Brejnev l'a fait à Prague en 1968, il avait perdu dès les premières semaines.

La deuxième guerre est sociale. Il n'avait pas compris que la société peut être plus forte que la puissance militaire. En réaction, il essaie de frapper plus fort, pour que la destruction effraie et vienne à bout de la résistance. Personne ne sait encore combien de temps elle peut durer.

La troisième est une guerre de mondialisation. Les occidentaux essaient de mobiliser toutes les ressources contre la Russie pour faire pression et l'exclure. Cela peut fonctionner s'il n'y a pas de fuite dans ce dispositif venant d'autres pays Inde, Chine, Israël...

Cette guerre économique fait souffrir bien sûr le pays visé, mais aussi ceux qui la mettent en œuvre, notamment l'Europe. Elle touche aussi des pays tiers, en l'occurrence les pays du sud qui deviennent des médiateurs d'un conflit qui n'est pas le leur.

La vraie puissance aujourd'hui consiste à travailler à une gouvernance globale pour se protéger soi-même.

Humiliation de Poutine et de la Russie

Deux dimensions sont à distinguer : une dimension subjective, ce sentiment n'appartient

qu'à celui qui le ressent et une dimension stratégique qui concerne les politiques qui savent utiliser ce sentiment pour en tirer profit.

La Russie est passée trop vite à partir de 1991 d'une puissance mondiale à un niveau d'état scandinave. C'est une erreur historique de ne pas avoir donné une nouvelle place à la Russie. Cela a permis à Poutine de construire sa popularité sur la gestion de cette humiliation.

Le conflit démocratie/ totalitarisme est un reliquat de la guerre froide. De plus, les « belles » démocraties occidentales n'ont pas à donner de leçon étant donné leur soutien apporté à des régimes autoritaires (Egypte, Inde...).

La réalité est beaucoup plus complexe.

Position de la Chine dans le conflit

N'ayant pas la même histoire, la Chine n'a pas de réflexe « Westphalien ». Elle a compris plus vite que les puissances occidentales comment contrôler le processus de la mondialisation. L'hégémonie ne rapporte rien et coûte très cher. Elle se refuse à tout messianisme.

Objectifs de Poutine

Ces objectifs évoluent. Au départ il visait une quasi annexion de l'Ukraine comme Brejnev à Prague en 1968. Depuis il ne semble pas avoir d'objectifs précis sinon montrer sa puissance. Des dérapages sont possibles avec un risque de débordement, notamment à la frontière polonaise. Dans un système autocratique comme la Russie, deux vents contraires s'affrontent, d'une part la fidélité au dictateur, d'autres part le syndrome qui touche les sphères économiques. Beaucoup d'oligarques se sont exilés et ont d'ores et déjà beaucoup perdu. Mais l'effet des sanctions économiques est long et ne se fera sentir que dans deux ou trois ans

Synthèse Laure Prestat

Un Remue-Méninges de mars 2022

Le monde qui vient Entre crises et guerres, que peuvent encore les démocraties ?

A peine pensions nous sortir de la pandémie de covid-19, qui a profondément changé les perceptions du monde, pour affronter les risques grandissants du réchauffement clima-

tique qu'une guerre éclate en Europe, la Russie envahissant l'Ukraine.

Au-delà de la sidération immédiate, les Européens ayant assuré depuis 77 ans un régime de paix après deux guerres mondiales, il faut nous interroger sur la capacité des démocraties à conduire leurs pays vers des voies de progrès et de paix. Mais aussi à gérer les moments de crises dont l'ampleur dépasse les normes habituelles.

La crise sanitaire a mis en évidence certaines insuffisances de nos systèmes de protection mais aussi, heureusement, les capacités d'y remédier. Le texte de Jean Claude Henrard nous propose un bilan de la gestion de cette crise. Il ouvre sur d'autres réflexions à propos des politiques publiques comme réponses aux évolutions de nos sociétés, voulues ou contraintes. Nous avons à plusieurs reprises évoqué en 2021 la question démocratique, notamment à propos des états d'urgence qui se sont multipliés. Il est probable que le conflit en cours va réactualiser les interrogations sur les libertés civiques, les questions de sécurité, mais aussi sur les participations citoyennes aux politiques au delà des seules périodes électorales.

Les évolutions récentes de nos sociétés paraissent manifester un désintérêt pour la politique et une montée des populismes. Dans nos sociétés de relative abondance, les philosophies politiques ont peu d'appétences pour beaucoup. Pour paraphraser Marx, répondant à Proudhon, ne sommes-nous pas parvenus dans un moment de *misère de la politique* ? La question au moins se pose.

Nos remue-méninges sont un libre débat de citoyens qui apportent, chacun, leurs analyses éclairées de la situation présente. Mais qui aussi cherchent, avec d'autres, à construire des voies nouvelles.

Jean Claude Henrard nous a présenté les principaux points de son texte en insistant sur le fait que nous sommes entrés dans une période de crises multiples, dont la crise climatique n'est pas la moindre à terme. Ces crises devraient nous obliger à élaborer et décider des moyens de les juguler. En la matière, il n'y a pas de solutions simples, clés en main. La financiarisation des économies, les pertes d'autonomie politique qui en résultent conduisent à une perte de confiance dans la démocratie et à une montée des populismes. Le dire ne conduit pas pour autant à la solution par des attitudes inverses. Les coopéra-

tions internationales nécessaires sont battues par les replis identitaires ou nationalistes. La réduction de certaines dépendances (énergétiques, matières premières, etc.) ne sont pas nécessairement des facteurs de progrès social car elle manifeste le plus souvent des sentiments d'impuissance plus que de libération.

Sans doute faudrait-il penser autrement. Reconstruire les conceptions de l'action publique, citoyenne où les états, mais aussi les coopérations entre états auront des rôles majeurs à jouer. La crise a montré combien l'action publique et celle de l'Etat étaient essentielles. De même que l'action des citoyens, pourtant souvent renvoyés à tort à l'état de consommateurs. Renouveler la démocratie délibérative, certes, mais surtout donner des forces à la démocratie « participante » (plus peut-être que participative ?)¹¹. Ce serait peut-être la meilleure façon de construire des perspectives positives et acceptables par un grand nombre. Ceci à tous les niveaux, du local (où parfois c'est le plus facile) jusqu'au global où ce serait nécessaire, mais pas toujours le plus simple à faire...

La discussion a permis d'ouvrir de multiples interrogations sur ce que nous pourrions appeler « que faire » ?

- Habilitier l'idée de **bien commun**, en particulier au niveau international. Dans nombre de domaines (eau, terres, biodiversité, etc.) la question peut être posée en termes juridiques, notamment du « Res Nullius » qui traite des biens sans maître et permet de limiter les droits privés mais aussi étatiques. Alain COHEN propose de créer un groupe de travail sur cette question.
- La **démocratie** à la fois désirée plus forte et décriée dans ses pratiques. Comment la rendre plus active, non pas réduite à des votes espacés et aux enjeux contraints ?
- Le **changement** ? Doit-il être de l'ordre de l'individu (comportements, habitudes) ou du collectif ? L'immensité des tâches paraît difficile à gérer, quel que soit le niveau. Cela entraînerait-il des choix autoritaires ? Partir de

l'individu comme solution risque d'ajouter des gouttes d'eau à d'autres. (Hedda Weissmann et Laure Prestat). Pour Jean Claude Henrard, il faut agir à tous les niveaux et rechercher des convergences d'intérêts et de moyens. Pour Jean Michel Eychenne, avec le développement de la prospérité dans nombre de pays, les **idéologies** ont changé, vers plus d'individualisme, de consumérisme. Ces changements n'incitent pas à un retour au collectif dont l'importance n'apparaît plus qu'en période de crises. Mais comme nous y sommes, est-ce plus simple ?

- La **jeunesse** est sans doute à considérer particulièrement. Outre le fait que c'est elle subira le plus les changements climatiques, c'est elle qui peut participer activement aux changements nécessaires. En ce domaine, l'école joue un rôle essentiel¹².
- La **recherche et les sciences** sont aussi nécessaires au progrès humain. C'est un domaine où la coopération internationale demeure importante. Peut-on l'étendre à d'autres ? Sans doute la **culture**.
- Nous avons commencé par la **santé**. Il est probable que l'amélioration de la santé demeure un progrès partageable par le plus grand nombre. Ceci commencerait par une alimentation mieux partagée... Ce sont sans doute des moyens premiers pour réduire les **inégalités**, quand l'obésité risque de devenir plus mortifère que la famine..
- **Le climat** et ses changements dus à nos actions. Le changement climatique est sur un temps long. Le temps politique se construit sur un temps court. C'est sans doute dans ce changement d'échelle que nous devons travailler avec un cadre élargi. (Pascale Rocher). Sans doute à un niveau mondial.

Jean Paul Dessertine, pour ne pas nous rassurer, nous rappelle Marx : « **L'humanité ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre**, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même **ne se présente que lorsque les conditions ma-**

¹¹ Le rôle étonnant de l'Etat Ukrainien dans la mobilisation citoyenne, dans un pays en guerre, est peut-être un exemple à regarder. Etonnant parce que peu prévisible jusqu'alors.

¹² On sait par exemple que la scolarisation des jeunes filles et leur formation longue est le meilleur moyen de réguler la démographie. L'éducation ne règle pas tout, mais elle contribue.

térielles pour le **résoudre** existent ou du moins sont en voie de devenir. » (Contribution à la critique de l'économie politique). A moins que nous soyons justement près d'être dans les conditions matérielles qui nous permettent de ... Il pense que nous devons trouver des solutions politiques qui ne soient pas la tyrannie. Mais sera-ce encore la démocratie ?

Nous nous proposons de travailler sur ces différents thèmes en groupes de travail si possible et en invitant des intervenants extérieurs. Nos membres doivent se saisir autant qu'ils le souhaitent de ce travail...

Nous avons consacré la seconde partie de notre remue-méninges à **l'invasion de l'Ukraine par la Russie**. Nous disposions pour cela de deux textes, l'un de Michel Cabirol et l'autre de Jean Paul Dessertine¹³.

Cette guerre, prévisible pour certains, impensable pour d'autres, est maintenant là et va sans doute contribuer à un changement de notre monde.

Le premier changement est la survenue, nouvelle, d'une guerre expansionniste, avec un agresseur pourvu de l'arme atomique contre un agressé qui ne l'a plus (il a été désarmé lors de son indépendance après l'URSS). Le rapport de force est inédit : la dissuasion n'opère pas. Et l'agresseur, préparé de longue date, n'a sans doute pas l'intention de perdre. On a une guerre impérialiste, ce qui peut préfigurer d'autres répliques en d'autres lieux. Son issue aura donc une très grande importance.

Nous reviendrons sur l'analyse de ce conflit en apparence localisé, mais en fait mondialisé.

Opinion

Questionnement

De Robert Bistolfi

Je voudrais relire *Elections pièges à cons*, le célèbre texte de Sartre qui date de cinquante ans. Nul doute que le jeu électoral tienne en bonne partie de la mystification dans le régime censitaire de fait qui est le nôtre. Venant

après d'autres scrutins à la participation décevante, le fort taux d'abstention du premier tour des Législatives vient de confirmer l'ampleur d'un désintérêt qui n'exprime pas seulement, c'est sûr, un engouement croissant pour la pêche à la ligne. Faut-il pour autant lire dans cette abstention une sorte de prise de conscience politique négative, en particulier chez les jeunes qui sont les plus nombreux à désertier les bureaux de vote, prise de conscience qui les détournerait de rites citoyens jugés pipés. Un rejet qui les conduirait à privilégier la réussite matérielle personnelle ou, au mieux, un engagement associatif élitiste ? Je ne le crois pas : je pense que la désertion n'est due ni à la paresse ni à un choix de type darwinien pour l'aventure et le succès solitaires. Je ne crois pas, non plus, que de tristes dérives dans la classe politique - deux anciens présidents de la République traînés en justice ! - ont pu, seules, détourner de la chose publique la majorité des abstentionnistes.

La multiplication des affaires n'a sans doute fait que confirmer le sentiment que rien de décisif ne pouvait advenir d'un changement de majorité. Un affinement dans la détection de toutes les causes d'un désintérêt croissant pour la chose électorale serait bien sûr ici nécessaire. Mon sentiment est que la raison centrale de la perte de confiance dans l'élection comme voie vers des réformes structurelles de l'ordre social est à chercher ailleurs. Depuis quarante ans, avec l'effondrement de l'Union soviétique et l'essor consécutif d'une mondialisation capitaliste sans entrave, la logique de l'économie libérale a imposé presque partout ses redoutables simplismes.

D'innombrables Pangloss, imitateurs sans talent de Friedrich Hayek et de Milton Friedman, ont persuadé le bon peuple que tout irait pour le mieux dans un monde régi prioritairement par la concurrence. Les gains seront multiples, nous avait-on dit : une allocation rationnelle des facteurs de production, des interdépendances accrues au niveau global réduisant les risques de conflits frontaux, une réduction subséquente des écarts de niveau de vie dans chaque société et à l'échelle du monde, la diffusion généralisée de l'ordre et des valeurs démocratique de l'Occident...

Avec la récente pandémie et le conflit russo-ukrainien, la béance entre cette imagerie sulphurée et la réalité des changements structurels effectifs est apparue dans toute son

¹³ Les textes sont accessibles et téléchargeables sur notre site)

ampleur. J'ai repensé très souvent, ces derniers temps, à Alfred Sauvy et au retour offensif, qu'il redoutait, des trois Parques sur-mortalles: les épidémies, les famines et les guerres. La mondialisation "heureuse" est maintenant terminée. Je ne me suis éloigné qu'en apparence de mon interrogation initiale sur les raisons de l'éloignement des urnes de la moitié de l'électorat. Je crois que l'abstention est largement liée, chez les gens de peu, à la conviction que le monde, mu par une logique de système, écrasante et fermée, est devenu trop complexe et trop peu enclin à s'auto-réformer pour qu'une correction soit même concevable par qui est au bas de l'échelle sociale.

De ce sentiment d'impuissance face à la complexité des choses, les bénéficiaires du système, ceux qui disposent des outils de l'adaptation à un monde où la prédation est reine se réjouissent, eux. Le mot de Pascal que j'ai découvert il y a peu garde ici toute sa pertinence : *Il est dangereux de dire au peuple que les lois ne sont pas justes, car il n'y obéit qu'à cause qu'il les croit justes. C'est pourquoi il lui faut dire en même temps qu'il y faut obéir parce qu'elles sont lois, comme il faut obéir aux supérieurs non pas parce qu'ils sont justes, mais parce qu'ils sont supérieurs.*

Contre l'accablement et le renoncement de tous ceux que l'injustice a brisés et qui doutaient qu'un autre monde puisse advenir, la création de la NUPES et la surprenante résurrection d'une gauche de combat apportent une bouffée d'oxygène démocratique. Proposer une autre organisation de la société n'est pas chose aisée, et on voit les embûches à venir. Mais rouvrir l'horizon était à ce stade une exigence vitale. Quoi qu'il advienne, même si c'est dans une certaine confusion, c'est bien deux visions de la société qui vont s'affronter.

Des déclarations récentes de Jean-Luc Mélenchon et Raphaël Enthoven résument assez bien, à mon sens, ce qui fonde ces deux visions opposées. Teinté de cynisme, le pessimisme de Enthoven se veut réaliste et s'exprime sans ambages en ne reprenant, au fond, que le vieil adage qui veut qu'une injustice vaut mieux qu'un désordre : *Tout projet politique dont le succès repose sur la vertu des gens est immanquablement voué à l'échec, ou aux dictatures et aux massacres de masse. Quand on commence par interdire aux humains d'être médiocres, on finit par leur imposer la vertu dont ils ne sont pas capables.* À

quoi Jean-Luc Mélenchon oppose : *Rare sont les égoïstes qui ne vivent que pour eux-mêmes. Nous ne devons pas nous abîmer dans des querelles. Jetons la rancune à la rivière pour l'harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature. Fini la soif égoïste, infinie, du capital qui use les humains et la nature.*

Mon cœur penche bien sûr sans réserve vers Mélenchon et j'aime l'optimiste rousseauiste qui l'inspire. Prudent, l'âge et les espoirs doux dont l'expérience fut amère m'incitent toutefois à ajouter une précaution : n'oublions pas, au plus fort des luttes à venir, et elles pourraient être rudes, la sagesse de Montesquieu touchant à un indispensable équilibre des pouvoirs...

Robert Bistolfi
Membre du Cercle
17 juin 2022

L'imaginaire français et l'incarnation présidentielle des candidats

Stéphane Rozès
9 novembre 2021

1. Introduction de Bernard Wolfer, président du cercle Condorcet de Paris

Quelle représentation les citoyens se font-ils de celui, ou celle, qui peut être président.e ? Au delà du projet politique, la personnalité des candidats représente une incarnation qui dans la dernière période occupe de plus en plus de place dans les motivations de vote.

Depuis 1962, l'élection présidentielle est au cœur de notre système démocratique. L'élection au suffrage universel a bien entendu renforcé la personnalisation du pouvoir. La présidentielle serait « la rencontre d'un Homme avec le peuple » comme le résumait le Général de Gaulle. La plupart des candidat.es depuis l'ont redit. Beaucoup parlent à ce propos de « monarchie républicaine ». La fonction présidentielle aurait ainsi une dimension spirituelle et temporelle.

Stéphane Rozès, fin analyste de notre système de vie politique a été en tant que sondeur dirigeant de l'Institut CSA; puis comme Conseil, il a travaillé confidentiellement pour 16 candidats lors de 4 présidentielles et 3 Présidents de la République. Il voit dans cette élection le moment de réactivation de notre

« imaginaire » dont les candidats sont les acteurs.

Mais comment se forme cet imaginaire ? A quoi correspond-il ? En quoi ces institutions et cette incarnation correspondent-ils à notre imaginaire ? S'agit-il d'une dérive du système constitutionnel de la Vème République ou d'un inconscient collectif ? Pourquoi dans la dernière période cette dimension d'incarnation de la fonction présidentielle est-elle devenue prépondérante ? Comment certains candidats peuvent-ils contribuer à construire cette incarnation ? Est-elle un invariant ou une humeur du moment ? Comment comprendre le phénomène Zemmour ? Quels sont les enjeux actuels de la Présidentielle ? En quoi la nouvelle période post-pandémique change-t-elle ce que l'on attend du futur locataire de l'Élysée et de l'exercice de sa fonction ?

Stéphane Rozès est venu plusieurs fois exposer et débattre au Cercle Condorcet et il nous expose son analyse de l'incarnation présidentielle, de la dimension de la personnalisation de la vie politique.

2. Exposé de Stéphane Rozès

Comment expliquer ce retour de l'incarnation ?

Comme évoqué dans l'introduction, un premier registre d'explications, souvent mentionné, serait lié aux institutions de la Vème République instaurée par le Général de Gaulle.

Dans la dernière période, cette incarnation à droite mais aussi à gauche, comme l'illustre le cas Mélenchon ou la difficulté d'organiser des primaires sur des programmes, est le plus souvent expliquée par les institutions, le mode de scrutin qui construit tout un rituel autour d'une personne soutenue par un parti.

Dans ces grands registres d'explication, il y a aussi l'arrivée d'un nouvel espace public réticulaire, les réseaux sociaux, qui permettent un lien direct entre un candidat et les électeurs en contournant les médias et partis traditionnels.

Or Stéphane Rozès voudrait se référer à des explications non pas tant d'ordre institutionnel ou techniques mais à des raisons culturelles et politiques liées au moment néolibéral que nous vivons et qui vient bousculer les représentations traditionnelles des différents peuples. En effet, la dimension personnelle des dirigeants semble prendre une importance de plus en plus grande dans de nombreux pays. D'où l'élection de Trump comme Président de la première puissance mondiale, la montée des nationalismes et des popu-

lismes en Europe, Poutine en Russie, Erdogan en Turquie, le repli de la Chine, du Japon et de l'Inde... Dans tous les pays du monde, la dimension personnelle des dirigeants a une importance croissante. On appelle cela de façon trop hâtive ou générale « populisme ».

Pour Stéphane Rozès, l'explication générale est que dans le moment historique actuel, la globalisation économique, financière et numérique sort des gonds de la mondialisation : mosaïque de communautés diverses culturellement. Les imaginaires nationaux sont déstabilisés et entraînent les réactions populistes, nationalistes et religieuses que nous connaissons. Ce qui est commun à tous ces pays, c'est que cette globalisation impose sa logique propre et que les peuples n'ont plus de prise sur leur destin et cela provoque un retour archaïque aux dimensions fondamentales de leur imaginaire dont fait partie la relation directe entre le peuple et ses dirigeants.

En France, nous avons un imaginaire particulier, notre rapport au monde, notre façon de nous assembler depuis des siècles provient du fait que c'est autour des disputes politiques communes que va se refonder sans cesse ce que nous avons à faire ensemble.

Stéphane Rozès rappelle comment ce sujet de l'incarnation lui est apparu avec évidence en 2006 au moment de la primaire socialiste. A cette époque, dirigeant le CSA, il réalise un sondage auprès des français à partir d'une liste de personnes du PS pouvant se présenter à la primaire. A son grand étonnement, Ségolène Royal arrive largement en tête. Pourtant au travers du questionnaire, Dominique Strauss-Khan domine nettement en termes de compétence mais les français préfèrent Ségolène Royal. Comment expliquer cela ? Deux explications viennent à l'esprit : la différence entre la dimension temporelle qui est la compétence et la dimension spirituelle qui est l'incarnation et également la réflexion de Marx essayant de comprendre pourquoi dans la France post révolutionnaire a pu se produire le coup d'état de LN Bonaparte. Le neveu a su se servir du mythe napoléonien. Marx distingue la symbolique politique de la question sociale. Il rappelle que la Révolution française a donné le droit de propriété aux paysans en supprimant le droit d'aînesse, créant des paysans parcellaires vivant en quasi autarcie. Ils forment une classe sociale mais ne se représentent pas eux-mêmes en tant que classe. Il les compare à « des patates dans un sac de patates dont l'empereur tient l'anse ». Il articule la question sociale de la lutte des classes avec la question de la symbolique politique.

C'est aussi le cas avec Ségolène Royal. Lors des débats de la primaire, elle dit qu'elle ne sait pas tout mais qu'elle va utiliser les compétences au service de sa relation avec les français avec lesquels elle instaure un lien direct. L'incarnation l'emporte sur la compétence. Cela se vérifie lors de la primaire où elle arrive largement en tête.

La spécificité du cas français

Pourquoi cela ? France a une singularité car il lui a fallu assembler des peuples divers : celtes, latins, germaniques.

L'imaginaire français se retrouve en observant les permanences dans notre histoire. En effet, l'imaginaire des peuples, est la façon dont ceux-ci s'approprient le réel selon la manière dont ils se sont assemblés.

Ce qui tient ensemble les français, notre identité, notre singularité, notre universalisme c'est que nous n'avons pas d'origine mais des origines et que pour rassembler la diversité on utilise le politique et les disputes communes, les caricatures, l'humour pour dénaturer nos origines. La France s'est constituée autour de l'Etat qui a précédé la Nation. L'absence de commun initial fait que ce sont ces projections politiques qui permettent d'encadrer nos disputes dans du commun.

La Présidentielle est un moment de réactivation d'un rite dont les candidats sont les acteurs et non pas les auteurs, c'est le bas qui fait le haut et non l'inverse. Cette vision de Stéphane Rozès est inverse de celle de la plupart des journalistes, politologues ou universitaires.

Pourquoi la prévalence de la personnalité, du charisme sur l'étiquette, qui n'est pas oubliée mais mise de côté ?

Pour tenir ensemble, il faut se projeter dans l'espace, le temps ou un projet politique. Or ces trois moteurs sont en panne d'où notre dépression, notre malheur. Le progrès, avec le capitalisme financier, semble se dérober ; demain serait pire qu'aujourd'hui. Enfin, les politiques ne portent plus ni projet ni vision. Nos élites semblent dire que de notre adaptation à l'extérieur dépend notre salut, alors qu'à l'inverse, ce qui nous assemble est notre projection vers l'extérieur. L'Europe, contrairement à ce que les français croyaient, n'est pas la France en grand. L'Etat dans sa façon d'être et de faire mène des politiques contraires à l'imaginaire, guidées par Bercy, Bruxelles et Berlin, et demande à la nation d'intérioriser des disciplines économiques adaptées au néolibéralisme et à l'imaginaire allemand ordolibéral.

C'est donc par cette analyse politique, culturelle et non pas du tout économique qu'il explique que nous demeurons le pays le plus pessimiste au monde alors que notre modèle social, quoique fragilisé, demeure enviable et envié par nos voisins européens et l'un des moins inégalitaires au monde, alors que les français ne le croient pas.

Dans la mécanique de la dispute commune, tant que l'on peut se projeter dans l'espace et le temps, alors la dispute se déploie, alors la gauche prévaut sur la droite politiquement. Car la gauche déployait la dispute sociale dans un commun garanti. Or avec le néolibéralisme, c'est l'inverse : le commun s'esquive et la dispute cède la place à l'incarnation. D'où le retour des avatars du bonapartisme ou néobonapartisme de Sarkozy et Macron. Ce néobonapartisme est au bonapartisme ce que le néolibéralisme est au libéralisme. C'est la symbolique du bonapartisme pour épouser le cours des choses néolibéral. Le néolibéralisme est l'inverse du libéralisme traditionnel car il fait fi des us et coutumes des peuples.

Alain Supiot dans un débat à France Culture a affirmé que Condorcet était un néolibéral de gauche. En effet, Condorcet s'était opposé aux idées de Montesquieu sur les us et coutumes des peuples et qui pensait que « la dépendance par le commerce » entraîne « l'adoucissement des mœurs » entre nations. Condorcet loue le progrès qui se déploie et s'impose aux us et coutumes des peuples et c'est, d'après Stéphane Rozès, l'erreur néolibérale de gauche comme de droite.

La gouvernance non nationale conduit le cours des choses, par exemple dans l'union européenne et les français ont confondu l'universalisme avec le néolibéralisme, y compris à gauche.

Même à gauche, Mélenchon épouse la personification, recherche le commun. Après le moment Macron, la France est en train de disparaître. Il a levé un tel tabou contre le système politique qu'on ne pourra pas « remettre le génie dans la lampe ». Il n'a pas restauré la souveraineté nationale contrairement à ce qu'il avait promis. Cela explique la « jacquerie » des gilets jaunes, comme une interpellation du souverain.

En conclusion, Stéphane Rozès résume son analyse : dans le moment néolibéral, les peuples cherchent une incarnation pour relier entre eux les individus isolés. Mais une fois élu, le président semble souvent être un agent

de Matignon et de Bercy (exemple réforme des retraites). Nous sommes maintenant à l'épuisement de ce que nous sommes et de ce que sont devenues les institutions européennes. Le déclin est économique et moral. Il est donc inquiet pour l'avenir.

3. Débat et questions

Bernard Wolfer Relève que la fin de l'exposé est assez pessimiste.

Stéphane Rozès précise qu'il mettait beaucoup d'espoir dans la crise climatique et écologique pour permettre de se retrouver sur des objectifs communs, si on redonnait la souveraineté aux peuples. Mais la déstabilisation des peuples est telle qu'ils reviennent à des formes si archaïques et qu'il y a un risque de guerre si on ne revient pas sur la globalisation.

Bernard Wolfer estime que l'une des caractéristiques de la V^{ème} République est que ce qui devrait être la pluralité des opinions se résume in fine dans l'opinion d'un seul qui est censé représenter le projet de tous. Quand il n'y a plus de projet commun, comment vit-on dans une société démocratique où la représentation du peuple se fait dans une personnalité. Condorcet peut-être libéral de gauche mais tentait de faire vivre la démocratie dans une pluralité des opinions et des projets. Or actuellement il y a une sorte d'épuisement démocratique

Stéphane Rozès s'interroge : s'il y a épuisement démocratique, que va-t-il sortir de la période, est ce qu'il y aura une guerre ? L'individu est-il en train de se transformer au travers de la post modernité ? Est-ce que nous rentrons dans un moment où les sociétés vont accepter d'être épuisées de construire l'avenir alors que nos dirigeants veulent s'adapter au présent. L'épuisement de l'universalisme, car il a été utilisé au service du néolibéralisme, le développement du «wokisme » signifie-t-il qu'on se mettrait à l'abri de sa communauté. Les individus vont-ils se protéger en s'abritant dans leurs communautés, se repliant sur leurs identités. En tant que citoyen, il est inquiet sur l'épuisement de la citoyenneté. Est-ce que les peuples vont reprendre la main sur leur destin. On peut être inquiet quand on voit arriver quelqu'un comme Zemmour dans les intentions de vote.

Alain Cohen garde l'espoir sur 2 plans : la notion de territoire et le climat. Les français sont conscients de ça. Il faut redonner la parole aux gens dans les territoires et pour le climat il y a quelque chose à faire et cela commence par exemple à se voir au niveau des entreprises.

Stéphane Rozès est d'accord c'est-à-dire que cela part par du bas, des choses qui permettent d'agir. Sur les territoires des expériences et alliances d'acteurs existent. Il y a un ancrage différent dans les régions. L'esprit des lieux existe plus qu'au niveau national. Sur la question climatique, on change de paradigme, sur les critères du bonheur. Maintenant les rapports cognitifs changent, les peuples se convainquent que les ressources de la planète sont limitées et qu'il faut essayer de définir un autre type de développement. Mais il y a le problème des inégalités donc il faut un retour à la souveraineté nationale pour faire accepter qu'on n'aura pas plus mais mieux. Quelle est l'autorité capable de faire consentir les citoyens aux investissements colossaux nécessaires et aux changements de modes de vie fondamentaux si ce n'est un politique légitime maître de ses choix ?

Le confinement a fait avancer les esprits dans le bon sens vers les questions essentielles sur ce qui est important ou non. Les citoyens peuvent-ils peser sur les choix de leurs gouvernants ? Par exemple, les entreprises intègrent de plus en plus les critères environnementaux. Mais est-ce assez rapide ?

Michel Cabirol estime que c'est important de noter que le peuple est acteur et non jouet des dirigeants. Ce qui lui fait peur c'est qu'il y a de moins en moins un peuple de citoyens éclairés. On a vu dans l'histoire que le vernis de civilisation peut craquer très vite, par exemple en Allemagne. Le problème est qu'il n'y a plus de foi en l'universel et certains ne croient plus, dans les classes défavorisées, à la devise Liberté, Egalité, Fraternité, trop éloignée de ce qu'ils vivent au quotidien. Sur le climat, si la Chine et les USA ne font rien, ce que nous ferons seuls sera insuffisant.

Stéphane Rozès revient sur l'articulation entre peuple, masse, nationalisme et fascisme. La période n'est pas analogue aux années 30 car dans les sociétés le rapport de l'individu au collectif s'est inversé. Ce ne sont pas les fascistes et les nazis qui ont transformé les peuples en masse, c'est l'inverse, ils voulaient retransformer les masses en peuples. Dans sa conception de l'histoire, qui n'est pas linéaire, mais plutôt la façon dont les peuples s'approprient ou pas un réel qui bouge dans la cohérence ou pas, il lui semble que fascistes et nazis arrivent et profitent d'une transformation, qui les précède, des peuples en masses. Aujourd'hui, si les nations ne reviennent pas très vite, ce sera le nationalisme et la guerre.

La cause de nos malheurs ne vient pas des fascistes et nationalistes c'est le néolibéralisme qui génère le nationalisme et qui pense que l'efficace s'impose au bon et au juste des sociétés. Il ne peut pas y avoir de sortie de notre malheur si on ne remet pas les institutions européennes en cohérence avec le génie européen. Le génie européen, c'est le contraire des institutions européennes et des politiques européennes. Le génie européen depuis « mare nostrum », c'est de faire de la diversité de ses peuples dans un espace géographique l'unité du commun qui opère le passage du polythéisme au monothéisme. Il ne faut pas s'étonner du déclin économique de l'Europe et que l'Europe quitte l'histoire.

Le problème auquel nous sommes confrontés, c'est un problème de mauvaise formation de nos élites. Il faut des personnalités ou des expériences très singulières pour oser y aller. Pendant un temps Royal, Sarkozy, Hollande ou Macron. Il faut être soit très plastique comme Hollande, soit très « en même temps » comme Macron, soit un peu borderline comme Sarkozy.

Synthèse Hedda Weissmann,

Les céréales dans la guerre russe en Ukraine:

L'Europe face à une nouvelle donne des enjeux mondiaux.

Jean-Jacques Hervé

Président de l'Académie d'Agriculture
21 septembre 2022

La Russie, ce sont 220 millions d'hectares cultivés, sept fois plus que la France. Et, réchauffement climatique aidant, ce sont 600 millions qui pourraient l'être. La Russie est devenue une grande puissance agricole et peut l'utiliser comme arme. Il n'y a pas si longtemps, la Russie, alors URSS, importait des céréales, en particulier de la France. La donne a complètement changé. Et ceci peut expliquer, en partie, les enchaînements conduisant à la guerre actuelle contre l'Ukraine, autre grand pays agricole.

Il faut revenir à l'histoire.

En 1991, Gorbatchev a supprimé la tutelle du parti communiste sur l'économie en même temps qu'il lançait la Glasnost et la Perestroï-

ka. Liberté d'information et de circulation (souvent qualifiée de transparence) d'une part, reconstruction de l'économie d'autre part sur de nouvelles bases incluant le marché.

Les directeurs des grandes entreprises, et parmi celles-ci agroalimentaires, ont été autorisés à ouvrir des comptes en devises et d'opérer sur les marchés. Mais cette ouverture brutale a contribué à la chute de l'économie. Ce fut la fin de Gorbatchev, avant même que ces mesures aient pu être efficaces, perverties qu'elles ont été par la corruption. Eltsine est venu au pouvoir et l'URSS a été déconstruite. Les anciennes républiques ont conquis leur indépendance. L'effondrement de l'économie l'accroissement de la dette, a conduit le gouvernement de Iegor Gaidar à appliquer la thérapie de choc proposée par Jeffrey Sachs et à libéraliser complètement l'économie. La privatisation des entreprises s'est faite à bas coût. La nécessité première devenant de nourrir la Russie, les grandes exploitations agricoles ont pu être appropriées, souvent par d'anciens directeurs, devenus oligarques, lesquels ont modernisé la production agricole à grands pas, surtout autour des productions végétales.

La production pétrolière (puis de gaz) s'accroissant rapidement a permis la réduction de la dette, vers les années 2000, en passant cependant par un dévissage du rouble en 1998, au moment de la crise asiatique. Ce sont les productions primaires qui ont surtout bénéficié de cette « reconstruction » de l'économie.

Les équipementiers de l'Ouest ont apportés les outils qui permettaient, dans ces industries, d'obtenir rapidement une production plus élevée et de mettre sur le marché les produits. Tout en résolvant la question alimentaire pour la population russe, cette modernisation a rendu la Russie exportatrice de céréales. Dépassant l'Ukraine en ce domaine.

L'Ukraine devenue indépendante en 1992 a suivi un chemin semblable sur les productions agricoles. Elle était de longue date un pays à tradition agraire, et agricole bénéficiant de terres de qualité exceptionnelle, les terres noires. On parlait de cette région, avec quelques autres voisines en Russie, comme étant le grenier à grain de l'Europe, dès le 19ème siècle. Les structures agricoles étaient le plus souvent de très grande dimension (Sovkhozes ou Kolkhozes), hérités de la

grande réforme agraire¹⁴ stalinienne des années 1930). Cependant la propriété des terres restaient le plus souvent aux mains des petits propriétaires, lesquels les ont récupérés lors des privatisations. Il n'était pas possible de les vendre. Ce sont alors souvent les « marchands » qui reprennent les exploitations, rassemblent des terres auprès de petits propriétaires et organisent les productions sur une grande échelle. Au point de constituer de grands agri-holding. Ceux-ci constituent une part très importante (80% de la production végétale (céréales, oléagineux¹⁵) qui est exportée¹⁶. Les petites structures restantes sont plus dédiées à l'élevage ou au maraichage. L'Ukraine a un système agricole dual. C'est ainsi qu'elle est devenue l'un des acteurs majeurs sur le marché mondial des céréales et des oléagineux (notamment tournesol).

Le tournant européen ukrainien et la guerre

En 2004, la révolte de la place Maidan contribue à l'éclatement d'une partie de l'Ukraine, avec l'instauration de zones pro-russes. En 2014, une nouvelle révolte aboutit au départ du président Viktor Ianoukovitch, pro-Russe, qui avait été élu en 2010. Celui-ci a en effet refusé de signer, sous la pression des russes, l'accord de libre échange avec l'UE, négocié depuis 1997, avec beaucoup de difficultés. Il avait pourtant lui-même participé aux négociations. Cet accord était essentiellement un accord de libre échange, peu engageant pour l'UE qui ne souhaitait pas de son côté aller plus loin dans une intégration. La Russie, elle-même exportatrice, n'aurait pas gagné dans cet accord. Elle pouvait alors envisager d'élargir son espace productif et commercial. Elle le fera avec l'annexion de la Crimée, mais aussi avec les soulèvements dans l'est russo-phonie de l'Ukraine, Donbass et Louhansk. Viktor Ianoukovitch est parti en Russie. Mais le projet russe de reconquérir tout ou partie de l'Ukraine est en marche.

On peut estimer que le faible engagement européen pour l'Ukraine et certaines faiblesses démocratiques de l'Ukraine (le russe exclu comme langue officielle, la corruption non endiguée, les nombreuses promesses non te-

nues..) ont servi de prétexte à cette première invasion. Pourtant l'Europe était prévenue : l'invasion de la Géorgie, en 2008, avait déjà conduit à l'annexion de territoires (Ossétie et Abkhazie). Le peu de réactions des occidentaux et même de la communauté internationale a pu laisser penser à V. Poutine qu'il pouvait agir selon ses intérêts sans opposition réelle, la non reconnaissance internationale des annexions lui important peu. C'est ce qu'il a fait.

La dépendance énergétique de l'Europe

De son côté l'UE, comme les américains d'ailleurs, se concentrait sur les échanges commerciaux et quelques investissements profitables aux industries occidentales. Ainsi, depuis 1997, est lancé le premier gazoduc Nordstream qui commence son exploitation en 2007; Gerhard Schröder, ancien chancelier allemand, en était l'un des acteurs principaux, en est le président. Dès lors la dépendance de l'Europe et en particulier de l'Allemagne au gaz russe devient problématique et une arme aux mains des Russes. La faible réaction de l'UE face à l'annexion de la Crimée peut ainsi s'expliquer par ces intérêts communs.

Ceci permet de comprendre également l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Vladimir Poutine pensait gagner cette guerre rapidement et ne pas connaître d'opposition occidentale. Il n'a pas gagné et se trouve isolé dans cette aventure. Mais il n'abandonne pas ses objectifs. Il en modifie seulement les moyens.

Guerre et diplomatie exportatrice

Dès lors, la Russie se concentre sur une diplomatie exportatrice : vendre son gaz, son pétrole, ses céréales, ses engrais. Malgré les sanctions, la Russie continue à exporter, moins certes, mais par d'anciens canaux et en créant de nouveaux avec la complicité de nombreux pays. Se joue ainsi une guerre d'influence qui se manifeste notamment par le non engagement de nombreux pays et leur inquiétude à se fournir en céréales en énergie, en quantité, mais aussi à des prix accessibles.

¹⁴ Marquée par une expropriation violente des producteurs et un accaparement des productions conduisant à une famine : l'Holodomor. 3 à 5 millions de morts en sont la conséquence.

¹⁵ L'Ukraine a développé des avantages comparatifs nets en culture de tournesol, attirant des entreprises étrangères.

¹⁶ un débat s'est noué sur la compétitivité des entreprises agricoles. Les grandes entreprises sont plus productives car elles utilisent plus d'intrants que les petites. Le coût de production ne sont pas très écartés. Par contre, sur les marchés, les grandes entreprises l'emportent aisément.

Une compétition s'installe où nous pouvons perdre des marchés comme de l'influence, notamment en Afrique et au Moyen Orient.

La capacité exportatrice de la Russie en céréales est portée par une capacité de production en hausse et favorisée par le réchauffement climatique. Elle peut exporter par la mer Noire, mais aussi par l'Iran, avec lequel elle développe un projet de canal des cinq mers vers l'océan indien.

Dans un marché non régulé, et dans un climat de compétition, sur fond de guerre, les céréales sont une arme spéculative efficace pour les Russes. Ils pourraient même devenir dominants : nos coûts de production avoisinent les 200€ la tonne, quand les russes peuvent vendre à 100€. Ajouter les pressions sur l'énergie et les engrais rend la position russe très forte tant qu'elle peut exporter. Et sur ces terrains, les sanctions contre la Russie sont peu efficaces, car elles touchent des besoins essentiels dans beaucoup de pays. De plus, la Russie renvoie la responsabilité des pénuries frumentaires sur les occidentaux, ce qui est parfois entendu par les demandeurs de céréales. Les risques de famine deviennent un sujet de tensions entre la Russie et les occidentaux, eux-mêmes exportateurs.

Aider l'Ukraine à produire et exporter

Dans l'attente et l'espoir d'une fin de la guerre, il reste néanmoins nécessaire d'aider l'Ukraine à exporter ses céréales et autres produits. Le voie ferroviaire est une solution à envisager sérieusement, car elle évite les dangers de la mer noire¹⁷, objet de menaces récurrentes. Actuellement, la voie maritime est ouverte, sous la pression des acheteurs des blés russes autant qu'ukrainiens. Mais elle reste menacée.

En conclusion on doit regretter que l'Union Européenne n'ait pas, dans les années 2000, ouvert la voie de coopérations plus approfondies avec l'Ukraine, portées par des investissements autant que par des échanges commerciaux.

On aurait pu, et sans doute le peut-on encore, réfléchir à des accords qui intègrent à terme cette agriculture dont les qualités pourraient être utiles à notre espace européen et souvent

complémentaires de nos productions. En négligeant les dangers, pourtant exprimés directement ou non, par la Russie, nous avons manqué plusieurs occasions d'éviter le conflit. Mais sans doute est-ce aussi avec la Russie que nous avons manqué de penser à des coopérations plus ouvertes à son propre développement, nous satisfaisant d'en faire un pays producteur et exportateur de matières premières, considérant la Russie comme un pays « primaire », alimentant ainsi ce qui est devenu le discours anti-occidental de V. Poutine.

La discussion, riche, a précisé certains points. Notamment sur les potentialités énormes de productions agricoles de la Russie et de L'Ukraine. Il a été, dans une vision positive, dit l'espérance de voir se terminer cette guerre et reconstruire un espace de paix en Europe, incluant, pourquoi pas la Russie !

La guerre est toujours un désastre. La paix est difficile, mais nécessaire.

Synthèse Bernard Wolfer

Confiance, légitimité et autorité : des institutions invisibles nécessaires à la vie démocratique?

Pierre Rosanvallon

12 octobre 2022

Introduction par Michel Cabirol

L'amélioration de la situation géopolitique depuis la fin de la guerre froide semble être remise en cause depuis quelques années avec la reprise des tensions entre pays et l'accroissement des inégalités généré par le développement économique mondial. Plusieurs sources de déséquilibre sont apparus comme le renforcement des régimes autoritaires en Russie et en Chine, la crise sanitaire et surtout le dérèglement climatique...

La France paie aussi les errements de ses gouvernements successifs qui ont conduit à une dette abyssale, le recul de la performance de ses services publics (éducation, santé...), la désindustrialisation. La société de la défiance qui en découle alimente le vote d'ex-

¹⁷ Elle a commencé à être utilisée. JJ Hervé avait dans un article au monde (en date du 11 juin 2022) proposé cette voie : « *Il est urgent d'ouvrir des sillons ferroviaires à travers l'Europe pour exporter le blé ukrainien* »

trême droite et les crises sociales, comme le mouvement des gilets jaunes, et aboutit à un blocage institutionnel.

Exposé de Pierre Rosanvallon

Cette réflexion en cours sur les institutions invisibles procède du constat dans notre pays de trois types de phénomènes massifs qu'il était difficile d'expliquer.

Le premier type de phénomène politique est le fait que à peine élus, les gouvernements sont immédiatement dits « mal élus ». Il traduit un divorce entre légalité et légitimité.

Viennent ensuite les phénomènes de défiance avec un divorce entre les comportements individuels et la nécessité collective. C'est particulièrement le cas pour la question climatique.

Enfin, la montée en puissance du phénomène de post-vérité traduit la perte d'éléments communs dans le débat public. La recherche de consensus liée à des analyses communes n'existe plus.

Ces constats s'apparentent à une crise des trois institutions invisibles que sont la légitimité, la confiance et l'autorité.

La Légitimité est mise en cause dans l'histoire à chaque fois qu'il semble y avoir une limite à la légalité ou que la légalité ne semble pas poursuivre le bien commun.

Dès le XVIII^{ème} siècle des critiques se sont fait entendre pour signifier que des lois existantes étaient contraires au droit « naturel ». Ce fut le cas à deux occasions en Angleterre. La première concernait une loi votée en 1772 sur les règles de succession qui impliquait que les membres de la famille royale n'étaient pas libres de choisir leur conjoint. Un député écrivain de l'époque, Edmund Burke, dénonce cette loi comme contraire au droit naturel. Il distingue la légalité et la légitimité qui est fondée sur la conformité à des principes moraux : justice, bien commun... et qui doit être plus forte que la légalité.

La seconde a lieu au moment de l'indépendance américaine quand Londres affirme son droit de taxer ses colonies d'Amérique du Nord. Edmund Burke donne raison aux colons américains qui jugent ces taxes illégitimes puisqu'elles sont imposées par un parlement où ils ne sont pas représentés par une même référence au droit moral. De Gaulle a égale-

ment affirmé sa légitimité en 1939 comme seul représentant de l'idée et des intérêts de la France en dépit de son illégalité institutionnelle. Il a récidivé en 1958 où il jugeait que lui seul représentait une France unie s'opposant aux pouvoirs des partis dont chacun ne représentait qu'une fraction.

La légitimité n'est pas seulement une opposition entre droit légal et droit naturel. Elle a une fonction importante de consolidation du pouvoir et doit s'inscrire dans un temps long.

On assiste à un déclin de la performance démocratique. Les élections permettent de trancher par un résultat arithmétique qui délivre un permis de gouverner. Mais il peut mener à une légalité sans légitimité, ce qui est le cas actuellement.

La Confiance

La société de la défiance existe sur un mode sociologique (société de l'éloignement) et sur un mode de coopération (supprime toute relation lisible entre comportement personnel et vie publique).

La confiance naît de la capacité de faire une hypothèse favorable sur le comportement futur d'une personne ou une institution. Elle nécessite un élément cognitif préalable permettant de faire crédit à une personne. Mais ces éléments cognitifs font défaut dans notre société moderne de l'éloignement où les personnes s'ignorent. Il en résulte une société de la défiance.

La confiance a joué un rôle fondamental dans le développement économique. Les agents du développement économique et commercial ont toujours été des petits groupes sociaux relativement homogènes. Il en est ainsi des communautés des juifs dans l'Europe médiévale ou des émigrés chinois en Asie du sud-est ou des diamantaires d'Anvers.

La confiance permet la réduction d'incertitude. C'est aussi un économiseur d'institutions en évitant le recours au champ contractuel par la valeur de la parole donnée. Une relation de confiance doit exister entre les individus entre eux et entre les individus et les institutions pour permettre la coopération.

L'Autorité a du mal à s'établir dans le monde actuel de post-vérité. L'absence de constats communs et de vérités partagées entraîne un liquéfaction de l'autorité intellectuelle qui

contribue à rassembler en créant des repères communs.

L'autorité peut être définie comme ce qui rassemble, ce qui produit une connaissance commune. On voit apparaître une distance entre le pouvoir tel qu'il est perçu et un pouvoir au-dessus des factions et qui représente l'intérêt général. L'autorité est un type de pouvoir « de direction » qui se distingue du pouvoir normal d'exercice.

Cette notion d'autorité a été théorisée dès l'époque romaine où les institutions distinguaient ce pouvoir de direction du Sénat, du pouvoir populaire exécutif de commandement des consuls. Le Sénat représentait la société dans son essence. Il n'avait pas de pouvoir de décision, mais possédait une forte autorité telle que définie par Hannah Arendt comme la capacité de faire obéir sans recourir à la coercition ni à l'argumentation et qui, pour une société, crée une vision commune .

Cette distinction romaine a été reproduite en Occident à plusieurs reprises, par exemple avec la création de Sénats. Les XIII et XIV ème siècles ont aussi été agités par l'opposition entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel, cette distinction impliquant que le pouvoir temporel ne pouvait pas être absolu.

Dès leur naissance au XIII ème siècle, les universités ont vite bénéficié d'un grand prestige intellectuel faisant autorité. Elles ont instauré un mode de production de la connaissance basée sur une pratique de la discussion critique en affirmant ainsi que la connaissance est une méthode et que le savoir n'est pas un statut.

Aujourd'hui aussi l'autorité doit produire du commun. Ce besoin d'autorité supérieure doit renaître dans la société actuelle.

Pourquoi ces termes d'institutions invisibles ?

Le terme d'institution pour qualifier la légitimité, la confiance et l'autorité a été choisi puisque le propre d'une institution est de produire de la temporalité, de la régulation et de la coopération. Elle a pour fonction de donner une profondeur temporelle à la société. Mais elles sont invisibles car elles ne peuvent être fabriquées ou encadrées dans un certain nombre de règles. Elles sont le pur produit de la qualité des relations.

Ces termes se réfèrent aussi à Kenneth Arrow pour qui la confiance est l'une des "institutions invisibles" de la société et qui agit comme un lubrifiant social. Guglielmo Ferrero a aussi publié en 1942 un ouvrage intitulé : « Les génies invisibles de la cité ».

Comment reconstruire ces institutions invisibles ?

Leur déclin produit de l'anomie sociale, de la division et de la difficulté à gouverner. L'obstacle commun pour les reconstruire est une forme de division sociale qui traverse nos sociétés. L'exemple le plus frappant est celui de la post vérité.

Les personnes qui croient par exemple que la terre est plate ne se définissent pas comme porteur d'une croyance, mais pensent exprimer une vérité cachée qui est empêchée pour servir les intérêts des puissants. Ils mènent un combat. contre les puissants et les lobbys (Big Pharma....) pour révéler cette vérité. Leurs vérités défendues sont des vérités d'identité et on ne peut pas les contester sur le terrain de la connaissance car ils croient défendre l'identité d'un groupe méprisé et manipulé. Aucun argument n'est donc recevable.

La défiance vient aussi de notre société d'éloignement et d'opposition entre les groupes sociaux. Par exemple pour la question climatique, les efforts demandés à chacun ne sont pas perçus comme équitables dans la mesure où d'autres (les riches) polluent bien plus. Ils ne reconnaissent pas un pouvoir qui ne représente selon eux que l'expression d'une classe sociale particulière. La création d'autorités indépendantes pourrait être une première réponse.

Mais la reconstruction passe d'abord par une réduction des inégalités et de la fracture sociale. Il faut produire de l'égalité entre tous, notamment dans la dignité et le respect de chacun et une même capacité des chances.

Il faut noter que l'indignation et les critiques en ce domaine sont parfois ambiguës. Par exemple, elles visent le plus souvent les revenus des patrons de grosses entreprises, mais oublient de mentionner les footballeurs qui gagnent beaucoup plus.

Laure Prestat